

Constitution : la parole aux citoyens

Alors qu'ils composent le deuxième groupe de la Haute Assemblée, les sénateur-trices socialistes ont décidé de prendre à bras le corps la question de la réforme institutionnelle voulue par Emmanuel Macron.

Il ne faut toucher à la constitution que d'une main tremblante disait Montesquieu. C'est ce que s'apprêtent à faire les élu.es socialistes qui vont se donner le temps de la réflexion au lieu de se précipiter pour approuver ou rejeter les propositions du président de la République.

Déjà, le président du Sénat, Gérard Larcher, a réuni une commission réunissant des représentant.es de tous les groupes du Sénat. Il en est sorti 40 propositions. Les élu.es socialistes ne se retrouvent pas totalement dans ces propositions. Ils peuvent adhérer à certaines mesures comme la suppression de la cour de Justice de la République ou l'indépendance du parquet. Mais ils ne suivent pas le président du Sénat dans son refus de limiter le cumul des mandats, notamment. Et surtout, ils considèrent que personne ne peut comprendre la ligne directrice sous-tendue par ces 40 propositions.

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a donc lancé des ateliers de travail pour dégager une position commune au sein du groupe socialiste.

Tout au long du mois de février, les élu.es socialistes ont planché sur des questions comme : l'exécutif (Président et gouvernement) et le Parlement, la loi, le règlement et l'autorité judiciaire, les collectivités territoriales, l'Outre-mer, l'Europe et le citoyen, l'élu et la démocratie.



Groupe Socialiste du Sénat

Une force de propositions

« Nous allons nous réunir dans une sorte de séminaire interne le 8 mars et nous allons choisir dix, douze, quinze propositions de réforme », a-t-il annoncé devant l'Association des Journalistes parlementaires.

Ensuite, ces propositions seront soumises, pendant un mois, à un débat public sur internet de manière à ce que les adhérents du PS mais aussi l'ensemble des citoyens, premiers concernés par cette réforme constitutionnelle, puissent apporter leurs avis. « Nous nous sommes inscrits dans une démarche de construction collective car nous considérons que la loi fondamentale ne doit pas être l'affaire des seuls experts, mais aussi celle des citoyens », a insisté le président du groupe socialiste.

Car les mesures que semble vouloir prendre le président de la République peuvent avoir de graves conséquences. Ainsi, l'inscription de la Corse dans la constitution ne choque pas, a priori, le président du groupe au Sénat. Cependant, « une expérimentation qui ne sert que le territoire concerné me semble insuffisante. Les autres territoires doivent pouvoir en profiter », a insisté Patrick Kanner, qui veut donner la parole aux citoyens.



Ordonnances

Ce gouvernement est celui qui parle le plus de dialogue social et qui le pratique le moins. Le recours aux ordonnances pour engager la réforme ferroviaire constitue une véritable provocation alors même que l'enjeu mérite de prendre le temps de la concertation.

Par son importance dans la vie quotidienne de millions de Français, par son histoire et par son rôle dans l'aménagement du territoire, la SNCF n'est pas une entreprise comme les autres. Elle occupe une place à part dans notre imaginaire collectif.

Les enjeux sont trop importants pour laisser s'imposer une vision technocratique. Les Anglais sont là pour nous montrer ce qu'il advient lorsqu'on sacrifie le ferroviaire sur l'autel du libéralisme.

L'analogie avec ce que fit en son temps le premier ministre Alain Juppé saute aux yeux. Lui aussi se déclarait « droit dans ses bottes » en 1995. On sait ce qu'il en est advenu...

PS29

Chiffre de la semaine

+ 100 000

C'est le nombre de contrats aidés qu'un rapport sénatorial préconise de créer pour soutenir les petites associations.

Un Progrès partagé pour faire gagner la Gauche

Proposant, dès son introduction, aux militants d'adopter une méthode, celle d'être libres et libérés des pesanteurs du vieux Parti Socialiste, notre Texte d'orientation numéro 1 se fonde sur l'idée que les Français peuvent légitimement prétendre que la prochaine décennie sera française si nous poursuivons collectivement l'objectif d'un progrès partagé.



Un devoir d'inventaire et d'inventer

Les responsables politiques de Gauche qui croient encore au clivage Gauche/Droite doivent prendre leurs responsabilités et faire de l'Alliance rose-rouge-vert le point de départ d'une plateforme commune à toutes celles et ceux, syndicalistes, acteurs associatifs, citoyens, qui veulent bâtir une Gauche arc-en-ciel dont les territoires doivent être l'unité de mesure.

Les socialistes ont un double devoir d'inventaire et d'inventer, s'ils veulent véritablement ouvrir un nouveau cycle pour que le congrès d'Aubervilliers ne

soit pas le congrès de Dijon et que nous fassions avec lucidité et franchise le bilan du quinquennat.

Afin de répondre aux trois urgences (climatique, éducative et démocratique) de notre monde, le Parti Socialiste ne doit plus rompre le dialogue avec les Français, refaire échanger en son sein l'élite et le peuple, et dépasser la notion de Gauche de gouvernement.

Pour Luc Carvounas, «le rôle d'un parti n'est pas de gouverner mais de redevenir le lieu où l'on pense et où l'on imagine l'avenir. Le Parti Socialiste doit ainsi devenir le lieu où se construira dorénavant la prospective stratégique qui soutiendra et éclairera les politiques locales et nationales mises en œuvre par les élus. C'est la condition nécessaire pour reparler aux Français issus des classes populaires et moyennes».

Dans son organisation comme dans son fonctionnement, le Parti Socialiste doit se moderniser en adoptant une gouvernance plus collective et décentralisée, en réactivant la marque socialiste, en intégrant de nouvelles formes d'engagements, en démocratisant ses instances et en dématérialisant les consultations militantes, notamment avec l'instauration du scrutin électronique. Ce dernier, après toutes les précautions de sécurité prises, sera le garant de notre démocratie interne et permettra à chacun de s'exprimer quels que soient ses problèmes de santé, ses déplacements professionnels ou ses

obligations familiales le jour du vote. Le Premier secrétaire national ne doit plus être une femme ou un homme seul mais doit être entouré de trois secrétaires nationaux délégués à l'Outre-mer, à l'Égalité femmes/hommes et à la Jeunesse.

Ayant fait le choix de présenter aux militants un Texte d'orientation qui s'adresse à tous les Français, ancré dans le quotidien de nos concitoyens, nous avons tenu à exprimer des propositions d'actions concrètes susceptibles de construire la décennie française.



Le Parti Socialiste doit se moderniser

Nous vous invitons à les retrouver ainsi que bien d'autres informations sur lucarcvounas.net et à contacter notre mandataire départemental, **Éric Huiban** (huiban.eric@orange.fr) pour toute question ou information.

Nous comptons sur vous,
Amitiés socialistes.

Qui est Luc Carvounas ?

Luc Carvounas est entré au Parti Socialiste en 1995 quand Lionel Jospin en était Premier secrétaire. Il s'est engagé à Alfortville, la ville populaire où il a grandi et dont il est devenu maire et conseiller général.

Il a été secrétaire de section puis Premier secrétaire fédéral de la Fédération du Val-de-Marne de 2008 à 2015.

Durant son mandat de Premier secrétaire fédéral, il a toujours travaillé avec toutes les sensibilités du parti et les a intégrés à la direction fédérale.

Depuis 17 ans, c'est un élu de terrain qui gère sa ville et sa circonscription avec les communistes, les verts, les radicaux de Gauche et des citoyens engagés.

Élu député en juin dernier, il a voté contre la confiance au gouvernement car le discours de politique générale du Premier ministre indiquait déjà sa volonté de suppression de l'ISF, la politique de lutte contre les demandeurs d'asile et immigrés, et les mesures pénalisant le pouvoir d'achat des classes moyennes et des retraités.

Il s'est abstenu sur la « loi renforçant la Sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » car certains dispositifs étaient attentatoires aux libertés publiques et individuelles.

Ouvert au dialogue, il souhaite le rassemblement des socialistes après ce Congrès, afin que le Parti Socialiste puisse être une force indispensable dans le rassemblement de la Gauche et des écologistes.

Chères camarades

Un congrès est toujours un moment important pour notre parti. Celui-ci l'est tout particulièrement.



Nous devons être fiers de notre histoire

Après la catastrophe électorale de l'an dernier, l'enjeu est notre existence même, peut-être pas en tant que parti - la structure peut perdurer comme une coquille vide - mais en tant que parti de gouvernement, capable d'offrir une alternance sociale-démocrate et non en étant coincé entre LREM qui mène une politique que ne renie pas la droite (voir la loi de finances pour 2018) et la gauche protestataire version Mélenchon.

Nous devons tout reconstruire et ça prendra du temps, bien au-delà du congrès qui sera un début, pas un aboutissement.

Nous serons appelés à voter à deux reprises : le 15 mars sur les textes d'orientation et le 29 mars sur le Premier secrétaire national.

Pour ces deux étapes, j'ai apporté mon soutien à Stéphane Le Foll, tant pour le texte qu'il présente, que pour sa candidature pour occuper la fonction de Premier secrétaire.

Je le fais dans un esprit de rassemblement et non de division, mais aussi de clarté - ou de clarification - car si nous repartons dans les errements du passé - et notamment du passé récent, nous disparaîtrons de la carte politique.

Notre avenir est d'abord entre nos mains. Avant de retrouver la confiance des Français, il faut retrouver confiance en nous.

Pour cela, il nous faut une voix forte dans le débat public. Pour différentes raisons, il me semble que Stéphane Le Foll est le mieux placé. Dans un monde hyper-médiatisé, son expérience et sa force de conviction seront particulièrement utiles.

Sa force, c'est aussi la fidélité à sa famille politique et la cohérence de son action, alors même que le quinquennat qui vient de s'achever a été marqué par des divisions et trahisons qui ont entraîné notre chute.

Alors que des échéances électorales vitales se présentent, il nous faut rassembler et redonner confiance.

Nous devons être fiers de notre histoire - y compris récente - et être persuadés que nous pouvons encore apporter à notre pays, notamment en termes de progrès sociaux et sociétaux.

Nous devons tirer sereinement et objectivement le bilan du quinquennat Hollande. L'échec final est un échec collectif, pas celui d'un homme seul. Quelques réflexions :

- L'héritage catastrophique, notamment des finances publiques, laissé par Sarkozy. D'où des choix difficiles.

- Macron tire aujourd'hui les résultats économiques de ces décisions, qui n'ont pas toujours été comprises (CICE).

- Le bilan, ce sont aussi des avancées sociales vite oubliées : retraite à 60 ans pour les carrières longues, compte pénibilité...

- Dans un contexte aussi marqué par le terrorisme et les interventions militaires.

- Le bilan, ce sont aussi des décisions contestables : déchéances de nationalité, loi travail en fin de législature !

- Mais le bilan collectif, c'est aussi un parti incapable de jouer son rôle : les frondeurs, les marcheurs, le ridicule des Primaires en janvier 2017 ! Et incapable de réfléchir et de proposer !

Le texte signé par Stéphane Le Foll propose au parti de réfléchir sur cinq grands défis pour demain.

1- Le premier défi est celui de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est parce que les socialistes sont internationalistes que ce combat doit aussi être mené. Et nous ne devons pas oublier que ce sont les territoires les plus pauvres qui sont les plus fragiles. La COP21 a été le point de départ d'une prise de conscience. Il nous faut continuer à combattre les discours nationalistes (Trump).

2- Le deuxième défi est celui de l'Europe.

Nous devons avoir pour objectif de créer un vrai budget européen alimenté

par un impôt européen (taxe sur les flux financiers...). L'après Brexit doit le permettre.

3- Troisième défi : lutter contre les inégalités, notamment patrimoniales.

Les sociétés développées conduisent à une accélération des inégalités, notamment patrimoniales. Les décisions récentes prises par le gouvernement vont dans ce sens (fin ISF, flat tax...).

4- Quatrième défi, celui de la laïcité. Enjeu majeur face à la montée des extrémismes religieux.

5- Cinquième défi : la démocratie dans la République.

- Rééquilibrer les pouvoirs entre l'exécutif et le législatif.

- Préparer une nouvelle étape de la décentralisation.



Il nous faut un parti rassemblé

Pour réussir, il nous faut un parti rassemblé. Un parti qui débâte sur le fond et non sur des postures. Il nous faut réfléchir sur notre organisation et notre manière de fonctionner.

Ce congrès n'est pas une fin en soi, mais un nouveau départ autour de conventions :

- une première (avril-août 2018) sur notre parti : son organisation, son nom (...)

- une deuxième (2018-2019) sur l'Europe.

Puis enfin la préparation des échéances qui suivront : Municipales, Présidentielle et Législatives.

Ce qui se joue, c'est l'avenir de notre force politique et du socialisme démocratique. Nous avons connu d'autres épreuves, mais celle-là est inédite !

François Cuillandre

Si vous souhaitez soutenir ce texte :
lefolcongres29@gmail.com

Agenda

7 mars

Retransmission du débat télévisé dans les locaux de Brest, Morlaix et Quimper.

10 mars

14h00 : Assemblée générale de présentation des textes d'orientation, à l'Espace François Mitterrand à Pont-de-Buis.

15 mars

Vote des adhérents sur les textes d'orientation.

24 mars

Congrès fédéral salle du Roudour à St-Martin-des-Champs.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1218 - Vendredi 2 mars 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Grande cause du quinquennat ?

A. Le Floch, A. Barberino, H. Morvan et B. Buguel

La section de Landerneau présente pour le 78^e congrès du Parti Socialiste une contribution thématique sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

« L'égalité entre les femmes et les hommes a été choisie comme la grande cause nationale du quinquennat du président de la République Emmanuel Macron. Pourtant cette annonce ne se traduit pas dans les faits et les droits des femmes n'ont jamais semblé si fragiles.

Le début du quinquennat a tout d'abord été marqué par l'abandon d'un ministère plein et entier des droits des femmes et par la réduction drastique de près de 25 % dans le budget du secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes. Marlène Schiappa est seulement secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Même si la parité est respectée à 100 % au gouvernement, nous pouvons cependant noter l'absence notoire des femmes aux postes-clés : le premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du groupe LREM et le délégué général de la République En Marche sont TOUS des hommes.

Nous rappelons qu'en 2017, la France se classe 129^e en matière d'égalité salariale sur 145 pays. En moyenne, les femmes françaises gagnent 25 % de moins que les hommes. Sachant qu'elles occupent également la grande majorité des emplois à mi-temps (environ 80 %), la réalité est encore pire en terme de disparités. Alors que l'Islande est devenu le premier État à interdire les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, la France, dont la devise nationale depuis 1848 est "Liberté, Égalité et Fraternité", est à la traîne dans ce domaine et cela n'est pas acceptable !

La décision du gouvernement de diminuer l'enveloppe des contrats aidés ainsi que la réforme du Code du travail par ordonnances ne vont pas non plus dans le sens de l'amélioration des conditions des femmes au travail. La réduction des contrats aidés a en effet plongé des milliers de personnes dans des situations très précaires, dont majoritairement des femmes qui se sont retrouvées démunies et sans aucune alternative d'emploi.

La réforme du Code du travail, en réduisant les outils de négociation et en ne sanctionnant pas les employeurs en cas de non respect de la loi Roudy, tend à augmenter les inégalités entre les femmes et les hommes. Les répercussions des ordonnances de la loi Travail en matière d'égalité professionnelle sont également

inquiétantes avec la disparition de la CHSCT qui permettait de prévenir les violences sexuelles au travail. De nombreuses associations et syndicats craignent aussi qu'en faisant primer les accords d'entreprises sur les accords de branche, les droits et garanties collectives dans les secteurs à prédominance féminine soient restreints.

Autre sujet de discordance celui de la violence faite aux femmes. Comment peut-on vouloir combattre les violences faites aux femmes, annoncer ce combat comme une priorité et ne consacrer que 15 % du budget alloué à cette cause ? Comme le soulignent les associations féministes comme *Osez le féminisme*, sans réel budget, les mesures de lutte contre les violences faites aux femmes ne seront que des effets d'annonce. D'autres pays, comme l'Espagne, proposent des budgets conséquents dans la lutte contre les violences faites aux femmes. En France, le budget alloué à cette cause n'est clairement pas à la hauteur des annonces et nous le regrettons.

La Bretagne a toujours été précurseur et novatrice dans le domaine de l'Égalité Femmes/Hommes. Nous avons la chance d'avoir deux femmes à des postes-clés, à savoir Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental du Finistère, et Nathalie Appéré à la tête de Rennes, la plus grande ville de la Bretagne. La Région Bretagne, qui est de gauche, agit concrètement pour l'égalité dans tous ses champs d'action : l'économie et l'emploi, la formation, les lycées, les transports. La journée dédiée à la mixité dans le numérique et les rencontres régionales *Entreprendre au féminin* sont des événements qui soulignent le dynamisme de la Région Bretagne en faveur de l'Égalité Femmes/Hommes, la Région Bretagne est également très présente pour l'agriculture au féminin.

Le Parti Socialiste doit être actif sur la thématique de l'Égalité femmes/hommes, il doit être présent et accompagner celles et ceux qui défendent les droits des femmes. Des régressions sont actuellement visibles sous le gouvernement d'Édouard Philippe, la vigilance est de mise. »

Amélie Le Floch, secrétaire de section
Annie Barberino, trésorière de section
Henri Morvan, vice-trésorier de section
Benoit Buguel, délégué aux pratiques militantes à la section

